

VIVALIS

Société Anonyme

La Corbière

49450 Roussay

**Rapport complémentaire des Commissaires
aux Comptes sur l'émission de bons de
souscription d'actions avec suppression du
droit préférentiel de souscription**

Gérard Chesneau
34, rue du Carteron
B.P 1214
49312 Cholet

Deloitte & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

VIVALIS

Société Anonyme

La Corbière
49450 Roussay

Rapport complémentaire des Commissaires aux Comptes sur l'émission de bons de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application des dispositions de l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous vous présentons un rapport complémentaire à notre rapport du 4 mai 2007 sur l'émission de bons de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription, décidée par votre assemblée générale extraordinaire du 18 mai 2007 (2^{ème} résolution).

Cette assemblée avait délégué à votre directoire le pouvoir de fixer les modalités définitives d'une telle opération dans un délai de 5 ans et pour un nombre maximum de 60 000 bons de souscription dits BSA 19.

Faisant usage de cette délégation, votre directoire a décidé dans sa séance du 27 août 2007 de procéder à l'émission de 45 000 bons de souscription d'action dits BSA 19 permettant chacun de souscrire une action de la société. Le prix de souscription de cette action est celui du premier cours coté lors de l'admission des actions de la société sur Eurolist d'Euronext Paris auquel est appliqué une décote de 20%, soit 8,41 euros.

Chaque bon de souscription ne pourra être exercé qu'une seule fois. Les bénéficiaires ne pourront exercer annuellement à compter du 27 août 2008 que tout ou partie du quart des 45 000 BSA 19 attribués. En tout état de cause, les bons seront caducs de plein droit et perdront toute valeur, s'ils n'ont pas été exercés dans un délai de 5 ans à compter de leur attribution nominative, soit au plus tard le 27 août 2012.

VIVALIS

Il appartient à votre directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-115 et R. 225-116 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier :

- la sincérité des informations chiffrées tirées de comptes intermédiaires au 30 juin 2007 établis sous la responsabilité du directoire selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que les derniers comptes annuels. Ces comptes intermédiaires ont fait l'objet, de notre part, d'un examen limité selon les normes professionnelles applicables en France,
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par l'assemblée générale et la sincérité des informations données dans le rapport complémentaire du directoire sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission et sur son montant.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes de la société et données dans le rapport complémentaire du directoire,
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 18 mai 2007 et des indications fournies à celle-ci,
- la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription sur laquelle vous vous êtes précédemment prononcés, le choix des éléments de calcul du prix d'émission et son montant définitif,
- la présentation de l'incidence de l'émission sur la situation des titulaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital appréciée par rapport aux capitaux propres au 30 juin 2007 et au 3 juillet 2007 ainsi que par rapport à la valeur boursière de l'action.

Cholet et Neuilly-sur-Seine, le 18 décembre 2007

Les Commissaires aux Comptes



Gérard CHESNEAU

Deloitte & Associés



Christophe PERRAU